

# Leonardo Simao : la feuille déroute toujours autant

Madonline – 23/06/11

La SADC a livré ses dernières recommandations et une version finale de la feuille de route malgache mais est loin d'avoir réussi la médiation de la crise. Le médiateur Leonardo Simao est venu à Madagascar dans le but d'expliquer aux forces politiques la feuille de route amendée qui suscite toujours autant d'interprétations possibles. Les décisions de principe de la SADC se sont accommodées avec le caractère irrationnel de la pratique politique malgache.

Finalement, la SADC a apporté un seul amendement à la feuille de route Simao. Elle intervient sur l'épineuse question du retour au pays du président en exil Marc Ravalomanana et de tous les exilés politiques. C'est en quelque sorte un deuxième amendement puisque la résolution de Sandton avait recommandé un tel retour sans condition sur le principe selon lequel tous les acteurs politiques doivent prendre part de manière inclusive à la transition démocratique vers les élections. Finalement, la SADC est revenue vers sa position initiale en réinstaurant l'apaisement politique et le critère de sécurité comme étant les conditions.

Tout n'est pas pour autant plus clair. Le médiateur de la SADC est venu éclairer les acteurs politiques malgaches sur sa feuille de route mais ses premières explications n'apportent pas plus de lumière sur la question. Le document a encore besoin d'être signé, notamment par les trois autres mouvances qui avaient boycotté la première version. Et pourtant, Leonardo Simao reconnaît les étapes unilatérales franchies par l'autorité de fait et ses alliés qui ont paraphé la première feuille de route.

Ainsi, le médiateur de la SADC considère que le changement de premier ministre pour la mise en place d'un gouvernement d'union n'est plus d'actualité. Leonardo Simao confirme donc le premier ministre nommé par Andry Rajoelina comme étant celui du consensus de la mouvance Rajoelina et l'imposera de facto aux autres mouvances. Le reste de la transition risque d'être dirigée de main ferme. Le général Camille Vital est incontournable pour la HAT qui tient à son régime militaro-civil pour protéger le pouvoir.

« Si on ne mets pas un militaire à la tête du gouvernement, le régime sera renversé », avait concédé le cerveau d'Ambohitsorohitra, Norbert Ratsirahonana dans une intervention télévisée. Le médiateur Simao estime-t-il que garder l'actuel gouvernement de la mouvance Rajoelina avec quelques transfuges dans ses rangs est un moyen d'avoir un semblant de stabilité. De même, le parlement unilatéral de la HAT est en train de se pencher sur des lois essentielles dans la sortie de la crise, à savoir la loi électorale et le projet de loi d'amnistie.

Les trois mouvances sont-elles totalement perdantes face à ce coup de pouce de Leonardo Simao pour la HAT. L'amendement de la feuille de route a un enjeu. Cautionner les faits accomplis de manière unilatérale par l'autorité de fait et étouffer l'opposition permettraient d'accélérer l'instauration d'un environnement politique et sécuritaire favorable.

### Retour au pays sous condition

La SADC a sans doute pris en considération la déclaration de guerre proférée par l'armée acquise à la cause de celui qu'elle a conduit au pouvoir, se disant prête à prendre les armes si jamais le retour sans condition du président renversé Marc Ravalomanana avait lieu. L'amendement de la feuille de route donne raison à l'autorité de fait et à son armée, dans l'immédiat. Le Dr Simao va jusqu'à dire que les malgaches sont libres d'appliquer ou non la feuille de route.

Le non dit qui fait débat reste sur le fait que le retour du président Ravalomanana est conditionné par « l'instauration d'un environnement politique et sécuritaire favorable » comme l'est aussi l'organisation d'une élection. L'amendement de la SADC réitère que tous les malgaches, y compris Marc Ravalomanana devrait pouvoir participer au processus politique.

Le retour de tous les exilés devrait donc se faire avant les élections qui ne sauraient pas être organisées si le climat politique ne s'y prête pas. La SADC exhorte la HAT à « développer et promulguer d'urgence les instruments juridiques en suspension, pour assurer la liberté politique et la sécurité de tous les Malgaches dans le processus inclusif de transition, débouchant sur la tenue d'élections libres, justes et crédibles ».

Nombreux y voient une amnistie pour permettre à tous les protagonistes politiques d'être départagés aux élections.

Source : [http://www.madonline.com/article\\_04892\\_fr.html](http://www.madonline.com/article_04892_fr.html)